

Le pouvoir aux travailleurs

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

5 Mars 2023

N° 292

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr



Éditorial

TUNISIE : NON AU RACISME ET À TOUTE DIVISION ENTRE LES TRAVAILLEURS ! Page 3

LES DÉBOIRES DE
L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS
DANS SES ANCIENNES
COLONIES D'AFRIQUE

Page 4-8

DANS LE CAPITALISME,
LES TRAVAILLEURS NE
SONT QUE DES MACHINES
À FAIRE DU PROFIT !

Page 9

REFUSONS DE MARCHER
DANS LES GUERRES DE
BIDEN, MACRON ET
POUTINE !

Page 12

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>ÉDITORIAL :</u>	
- TUNISIE : NON AU RACISME ET À TOUTE DIVISION ENTRE LES TRAVAILLEURS !	3 - 4
- LES DÉBOIRES DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS DANS SES ANCIENNES COLONIES D'AFRIQUE.....	4 - 8
<u>LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :</u>	
- DANS LE CAPITALISME, LES TRAVAILLEURS NE SONT QUE DES MACHINES À FAIRE DU PROFIT !.....	9
- Y EN A MARRE DU SYSTÈME JOURNALIER.....	9
- TWFOR : UN ACCIDENT TRAGIQUE DÛ À LA RECHERCHE EFFRÉNÉE DE PROFIT.....	9 - 10
- LA RETRAITE POUR LES TRAVAILLEURS, C'EST AU MIEUX, UNE MISÈRE !	10
- PÉNURIE D'EAU A MICA0 : LES AUTORITÉS ATTENDENT UNE EXPLOSION DE COLÈRE DES HABITANTS AVANT DE FAIRE QUELQUE CHOSE !.....	10
- À LA PLACE DE LA BAGUETTE DE PAIN, C'EST DU VENT QU'ON NOUS VEND !.....	11
	11
<u>DANS LE MONDE :</u>	
- LA TOURNÉE AFRICAINE DE MACRON : TOUT UN SYMBOLE !.....	12
- REFUSONS DE MARCHER DANS LES GUERRES DE BIDEN, MACRON ET POUTINE !.....	12 - 13

TUNISIE : NON AU RACISME ET À TOUTE DIVISION ENTRE LES TRAVAILLEURS !

On ne peut être que révolté par les propos racistes tenus par le président tunisien Kais Saïed à l'égard des ressortissants de l'Afrique noire et par la flambée de violence dont ils ont été par la suite victimes. Plusieurs centaines d'entre eux ont réussi à quitter précipitamment le pays. D'autres attendent toujours la peur au ventre devant leur ambassade et consulat que le gouvernement de leur pays leur vienne en aide.

Ils seraient, dit-on, un peu plus d'une vingtaine de milliers d'Ivoiriens, Burkinabé, Nigériens, Maliens, Guinéens et autres nationalités à être venus en Tunisie pour y trouver du travail ou pour rejoindre l'Europe, de l'autre côté de la Méditerranée. En propageant des propos haineux et xénophobes, le président tunisien cherchait des boucs émissaires pour détourner le mécontentement de la population la plus pauvre qui subit les effets de la crise mondiale. En Effet, le chômage, la vie chère et la misère s'aggravent dans le pays. L'alimentation (viande, œufs, huile) a vu ses prix exploser. Une pénurie touche les produits de première nécessité importés, le sucre, le café, le riz ainsi que les hydrocarbures. L'avenir est de plus en plus bouché pour la majorité pauvre de la population. Le gouvernement tunisien est en partie responsable de cette situation car sa politique en faveur de la minorité riche ne fait qu'enfoncer toujours plus de gens dans la pauvreté.

Le racisme, la xénophobie, le nationalisme ou l'ethnisme sont autant d'armes que les ennemis de la classe ouvrière (en Europe, en Amérique, en Asie comme en Afrique) utilisent pour diviser les travailleurs et les affaiblir dans la lutte qu'ils doivent mener collectivement contre l'exploitation. Cela ne date pas d'aujourd'hui et ce n'est pas seulement une question de couleur de peau car ce qui vient de se passer en Tunisie a eu lieu aussi en Afrique du Sud, il n'y a pas longtemps. Les discours anti-immigrés propagés par le pouvoir ont désigné les « *étrangers* » comme étant responsables de la montée de l'insécurité et du chômage. Ils ont poussé des noirs pauvres à chasser et tuer d'autres comme eux mais qui avaient le malheur d'être venus de pays voisins plus pauvres en espérant trouver en Afrique du Sud un meilleur avenir pour eux et leurs familles.

Ici-même, en Côte d'Ivoire combien de fois n'a-t-on pas vu des exactions, pour ne pas dire des massacres xénophobes contre des ressortissants nigériens, burkinabé et dans un passé un peu plus lointain, contre les ghanéens ? On a même vu des violences du même genre entre des habitants de ce même pays parce que des politiciens en compétition pour le pouvoir ont opposé des ethnies les unes contre les autres !

C'est sur le terreau de la misère que prospère ce genre de poison qui divise les pauvres et qui désamorce du même coup l'explosion de colère qui devrait normalement s'abattre contre les riches, contre les exploités et leur système capitaliste. C'est ce système qui affame les travailleurs en maintenant les bas salaires et en aggravant les conditions de travail dans les usines et sur les chantiers. C'est lui qui est responsable du chômage et de la pauvreté dans laquelle est maintenue l'écrasante majorité de la population pour qu'une petite minorité de parasites et d'exploiteurs continue de baigner dans l'opulence.

LES DÉBOIRES DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS
DANS SES ANCIENNES COLONIES D'AFRIQUE

Après le Mali et la Centrafrique, c'est le Burkina Faso qui a demandé le retrait de l'armée française « *dans un délai d'un mois* » selon l'ultimatum lancé le 21 janvier 2023 par le chef de la junte, le capitaine Ibrahim Traoré. Celui-ci est arrivé au pouvoir par un coup d'État, le 30 septembre 2022, contre le lieutenant-colonel Sandaogo Damiba, lui-même issu d'un coup d'État huit mois plus tôt.

Les autorités françaises ont procédé au transfert des 400 militaires de leur base du Burkina Faso vers le Niger, chez Mohamed Bazoum, un allié et serviteur des intérêts de l'impérialisme français mais honni par sa propre population. Celle-ci a manifesté plusieurs fois en 2021 et 2022, contre son régime dictatorial mais aussi contre la présence des troupes françaises au Niger.

Alors, demain ne va-t-on pas voir le même scénario se reproduire au Niger, au Tchad ou dans un autre pays africain abritant une base militaire française ? C'est une crainte qu'un certain nombre de dirigeants politiques français émettent de plus en plus à haute voix. C'est probablement cette crainte qui a conduit le gouvernement français à annoncer le 20 février 2023, son intention de réduire les effectifs de sa base militaire permanente de Port-Bouët à Abidjan. Cette annonce a été accompagnée de tout un laïus sur les prétendues bonnes œuvres que l'armée française veut faire en faveur de l'État ivoirien. Reste à savoir si cette tromperie suffira à calmer les ardeurs de ceux qui, dans la population et probablement au sein de l'armée ivoirienne, ne veulent plus de cette présence militaire vestige du passé douloureux de l'Afrique coloniale et en même temps, instrument de la continuation de la domination après la décolonisation.

Quand la mauvaise foi et le mensonge s'ajoutent à l'aveuglement

Le 6 octobre dernier, au Palais du Luxembourg (siège du Sénat français), lors d'une séance de « *question d'actualité au gouvernement* », un sénateur s'adressait en ces termes à Catherine Colonna, ministre française de l'Europe et des Affaires étrangères : « *Bamako, Bangui, Yaoundé, Dakar, N'Djamena, et, samedi dernier, Ouagadougou : partout en Afrique, le sentiment anti-français grandit et se manifeste de plus en plus violemment* ». On assiste dit-il, à « *une spirale exponentielle d'un sentiment et d'actes anti-français sur place. Les milliards d'euros d'aide publique au développement ne changent pas la donne, car ce jugement est irrationnel, et le malaise extrêmement profond [...]. Par maladresse peut-être, par manque de communication assurément, nous ne parvenons pas à convaincre ou tout simplement à rassurer les populations locales sur nos louables intentions. Il y a vingt ans, en Afrique, les slogans anti-français étaient du style : « On en a marre ! » ; aujourd'hui, le slogan récurrent est : « France dégage ! [...] Comment interrompre un tel processus de dégradation de l'image de notre pays ?* ».

Une sénatrice a aussi fait part de son inquiétude sur la « *francophobie* » qui selon elle, serait en train de se répandre « *au Cameroun, au Mali, au Burkina Faso ou encore en Côte d'Ivoire* ».

À ces inquiétudes, la ministre a répondu que « *la France est victime d'une scandaleuse campagne de désinformation en Afrique* » et que la lutte contre cette désinformation « *est désormais une priorité* » pour son ministère. En d'autres termes, elle a l'intention d'alimenter massivement les médias officiels et non officiels de propagandes mensongères pour vanter les prétendues bonnes œuvres et « *les louables intentions* » de la France en Afrique.

Ces parlementaires et le gouvernement de Macron, font semblant de ne pas voir que derrière ce qu'ils dénoncent comme étant la montée d'un « *sentiment anti-français* » ou de la « *francophobie* » il y a une réelle contestation de la mainmise de l'État français sur ses anciennes colonies. Ils font d'autant plus volontairement cet amalgame tout en invoquant l'irrationnel qu'ils cherchent à masquer leurs propres responsabilités dans la montée de cette hostilité.

Celle-ci n'a rien « *d'irrationnelle* » et ne date pas d'aujourd'hui. Ce ne sont pas les réseaux sociaux ni on ne sait quelle officine cachée derrière un clavier qui la créent mais les dirigeants de l'impérialisme français eux-mêmes par la politique qu'ils mènent dans leurs anciennes colonies. C'est le résultat de décennies de soutien aux dictatures sanguinaires et corrompues, de pillage économique, d'exploitation et d'oppression des populations. C'est aussi le résultat de l'arrogance, du mépris et de l'hypocrisie des dirigeants successifs de l'État français envers les populations des pays sous leur domination.

Les gouvernements de gauche comme de droite qui se sont succédé en France ont toujours voulu dissimuler sous le tapis les massacres, les atrocités, les viols et les vols commis dans leurs anciennes colonies. Même le simple fait de reconnaître des faits qui se sont déroulés il y a 70 ans est un geste exceptionnel présenté comme un acte de courage et de générosité présidentielle. Lors de son récent voyage au Cameroun, Macron a voulu jouer au président « *ouvert et transparent* » en acceptant d'ouvrir une partie des archives de l'État français sur la guerre d'indépendance du Cameroun à une commission d'historiens. C'est au cours de cette guerre qui a commencé en 1955, que le dirigeant nationaliste Ruben Um Nyobè et de nombreux militants de son parti, l'UPC, ont été traqués puis exécutés sauvagement. Il y a eu plusieurs dizaines de milliers de tués. Les massacres se sont poursuivis bien après

l'indépendance du Cameroun en 1960 sous la dictature sanglante d'Ahidjo, installé au pouvoir par l'armée française. Celle-ci a aidé Ahidjo durant de nombreuses années à éliminer physiquement les militants de l'UPC. L'actuel président Biya a commencé sa carrière politique en 1962 en tant que « *Chargé de mission* » d'Ahidjo puis ministre et ensuite Premier ministre avant de l'évincer du pouvoir en 1982 avec l'appui de l'ancienne puissance coloniale.

L'État français a tout fait pour que le sang qu'il a fait couler dans ce pays ne soit pas connu du public. Cela fut le cas de bien d'autres massacres du même genre dans d'autres colonies. La chape de plomb du « *secret d'État* » couvre jusqu'à nos jours de nombreux faits coloniaux.

Ce sont aussi les réactions provoquées par ce « *circulez, il n'y a rien à voir !* » qui reviennent comme un boomerang à la figure de l'ancienne puissance coloniale !

La prétendue lutte contre les groupes terroristes au Sahel

Les troupes françaises dépêchées au Mali, Burkina Faso et Niger étaient prétendument destinées à protéger les populations contre les groupes armés djihadistes qui semaient la terreur dans cette région du Sahel. Mais les opérations Serval, Barkhane et autres ont surtout servi à maintenir des valets locaux au pouvoir afin de permettre à la bourgeoisie française de continuer à s'enrichir au détriment des populations de ces pays.

Ces populations prises en étau entre les bandes armées terroristes et les armées officielles (qui ne se comportent pas mieux que ceux qu'elles prétendent combattre) se sont rendu compte que les troupes françaises n'étaient pas venues pour éradiquer le terrorisme mais pour autre chose. Les groupes armés terroristes ont continué de sévir, parfois sous les yeux indifférents des troupes de Barkhane et des trois États

sahéliens concernés. Des milliers de villageois ont été assassinés, d'autres ont dû abandonner leur village pour aller vivre là où ils pouvaient ; dans des camps de réfugiés quand ils en trouvaient. Entre 2013 et 2021, il y a eu plus de 2,5 millions de déplacés dans le Sahel selon le HCR, organisme des Nations Unies chargé des réfugiés. Leur nombre a continué d'augmenter depuis 2021.

La colère des populations contre les régimes corrompus et sanguinaires qui les volaient et les opprimaient s'est retournée contre la France qui a servi de bouclier à ces régimes. Des officiers de l'armée comme Assimi Goïta au Mali ou Ibrahim Traoré au Burkina Faso ont profité de ce climat de contestation pour s'emparer du pouvoir (le 19 août 2020 au Mali et le 30 septembre 2022 au Burkina Faso). Leurs discours nationalistes et la rupture des accords militaires avec l'ancienne puissance coloniale leur a permis de redorer leur blason auprès d'une partie de la population, mais pour combien de temps ? Ce n'est pas parce qu'il y a un changement de personnes à la tête de l'État et de l'armée que brusquement ils changent de nature. Ils restent et resteront fondamentalement des instruments au service de la classe des possédants et des exploités pour maintenir l'ordre capitaliste dans leur pays. Comme tous les pouvoirs qui les ont précédés, ils n'hésiteront pas à réprimer violemment les populations lorsque celles-ci se mobiliseront pour réclamer plus de justice et de meilleures conditions d'existence.

En Centrafrique et au Mali, ce sont les mercenaires de l'entreprise russe Wagner qui ont remplacé les troupes françaises, demain ce sera peut-être le tour du Burkina Faso. Il s'agit d'une entreprise privée qui fait payer ses services comme n'importe quelle entreprise capitaliste. Le paiement se fait en nature sous forme de droit d'exploitation d'une mine d'or, de diamant ou autres richesses naturelles. Ces mercenaires ne sont ni pires ni meilleurs que les légionnaires

que l'État français a l'habitude d'envoyer en Afrique pour sauver un de ses valets en difficulté.

La bourgeoisie française concurrencée dans sa chasse gardée africaine.

Face à cette nouvelle situation au Mali et au Burkina Faso, Macron le chef de file de l'impérialisme français, a dû s'adapter et accepter de retirer ses troupes de ces deux pays tout en gardant la possibilité d'y intervenir à partir du Niger ou de ses bases militaires permanentes de Côte d'Ivoire, du Sénégal ou du Tchad.

L'État français tient d'autant plus à maintenir son rôle de gendarme de l'Afrique, que sa bourgeoisie a de plus en plus de mal à faire face à la concurrence rude des autres puissances capitalistes, y compris dans les pays considérés jusqu'à ces dernières années comme faisant partie de son « *pré carré* ». Mais le bouclier militaire doublé du bouclier monétaire que constitue le franc CFA (ancienne monnaie coloniale repeinte en monnaie commune des territoires devenus indépendants) ne suffit plus à préserver le quasi-monopole que la bourgeoisie française a longtemps détenu dans ses anciennes colonies.

Selon un rapport de la COFACE (Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur, créée par l'État français pour couvrir, entre autres, les risques politiques encourus par les capitalistes français opérant à l'extérieur de la France) publié en juin 2018, les parts de marché à l'exportation de la France en Afrique (à l'exception du secteur de l'aéronautique) ont été divisées par deux depuis 2000, passant de 11 % à 5,5 % en 2017. Durant cette même période, la part de la Chine est passée de 3 % à près de 18 %, suivie par l'Inde, la Turquie et l'Espagne.

Dans les domaines des équipements électriques et électroniques, de l'automobile ou de la pharmacie où la France détenait la

première place, c'est la Chine et l'Inde qui sont passées devant. Même au Sénégal, pays politiquement et économiquement le plus lié à la France de par ses liens historiques, elle a perdu jusqu'à 25 % de ses parts de marché, tandis qu'en Côte d'Ivoire elle en a perdu entre 15% et 20%, toujours pour la période de 2000 à 2017.

Le retrait, en décembre 2022 de Vincent Bolloré (un des plus grands capitalistes français ayant de grosses affaires en Afrique) de ses principales activités logistiques portuaires et ferroviaires en Côte d'Ivoire et dans d'autres pays d'Afrique, au profit de l'armateur italo-suisse MSC, est la toute dernière illustration de cette tendance déclinante.

Un continent convoité

Les grandes puissances et leurs multinationales (les États-Unis et la Chine en tête) sont en compétition pour s'emparer des richesses naturelles et de tout ce qui peut leur rapporter des profits énormes sur le continent africain. Celui-ci possède plus de la moitié des réserves mondiales de manganèse, de chrome et de platine, 44% de vanadium, 78% de diamant, 40% de l'or ... Sans oublier les gisements de terres rares recherchées entre autres par les industries de l'électronique et de la téléphonie.

Environ 60% des surfaces arables mondiales non exploitées seraient situées sur le continent africain. Les grandes firmes de l'agrobusiness ont déjà commencé à accaparer les terres les plus fertiles pour y planter des cultures industrielles au détriment des cultures vivrières et des besoins alimentaires des populations locales. Les côtes poissonneuses du continent sont également pillées par les grandes sociétés internationales de pêche avec la complicité des États côtiers africains au détriment des petits pêcheurs locaux et des populations victimes de la raréfaction du poisson proches des côtes.

Cette ruée des puissances capitalistes et de leurs industriels vers l'eldorado africain est en train de dessiner le contour du nouveau partage du continent africain. La crise actuelle du capitalisme, notamment l'aggravation de la crise énergétique à la suite du déclenchement de la guerre entre l'Ukraine de Zelenski épaulée par les puissances occidentales et la Russie de Poutine, a aiguisé la compétition entre les grandes puissances pour prendre possession des réserves d'hydrocarbures en Afrique. Leurs multinationales font la course pour signer des contrats de forages et d'exploitation avec les régimes en place en échange de bakchichs. L'appétit insatiable de ces prédateurs voraces est en train de transformer le continent africain en un futur terrain de batailles des puissances en compétition, à commencer par les deux plus grandes d'entre elles, les USA et la Chine mais aussi le Japon, l'Allemagne, la France, l'Angleterre, la Belgique, l'Italie, l'Espagne, la Russie et quelques autres.

Par-delà les frontières et les continents, les travailleurs ont les mêmes intérêts et un avenir commun à construire.

Pendant que le capitalisme mondial fait main basse sur les richesses du continent, l'écrasante majorité de la population africaine, en ville comme dans les campagnes, s'enfonce dans la misère. Le chômage pousse toujours plus de jeunes à migrer vers l'Europe ou ailleurs, quitte à risquer leur vie en chemin. Ceux qui restent au pays essaient de survivre en faisant des petits boulots précaires et mal payés ou en travaillant la terre. La cherté de la vie aggrave leurs conditions d'existence déjà catastrophiques. Chaque flambée de prix est comme un coup de poignard enfoncé dans leur chair. Pendant ce temps, une petite minorité de parasites et d'exploiteurs locaux étale avec insolence sa richesse au milieu de cet océan de pauvreté.

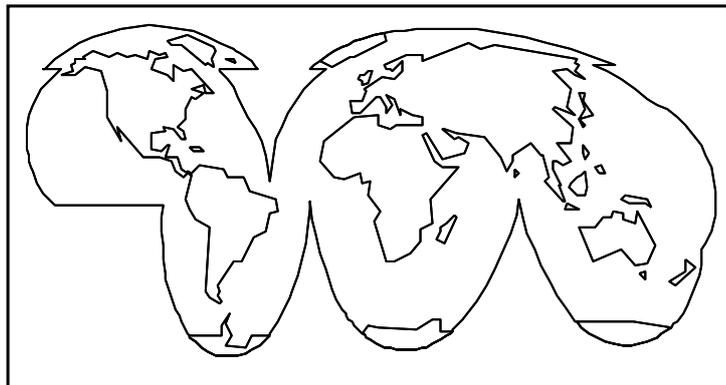
Dans un monde dominé par le système capitaliste, ceux qui n'ont que leurs bras pour vivre sont les plus mal lotis. Ce sont eux qui produisent les richesses et sans leur labour, rien ne fonctionnerait. Mais c'est la classe sociale des exploiters et des parasites qui profite de ces richesses et des moyens dont dispose la société.

Que ce soit dans un pays riche ou pauvre, par-delà leur niveau de vie différent d'un pays à l'autre, les travailleurs subissent cette même logique implacable d'un système basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, la recherche du profit individuel et la concurrence entre les individus et les

nations. Dans une telle société où règne la loi du plus fort, les guerres et les rapines font partie des armes de la bourgeoisie pour protéger ses intérêts ou pour agrandir son terrain de chasse.

Les travailleurs n'ont rien de bon à attendre d'un tel système. Ils ont au contraire tout à gagner à le combattre et à le remplacer par un autre où les frontières seront abolies, où personne n'aura le droit d'exploiter et d'opprimer son semblable et où l'humanité pourra enfin respirer et profiter librement de la vie. C'est la société que veulent construire les révolutionnaires communistes.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

DANS LE CAPITALISME,
LES TRAVAILLEURS NE SONT QUE DES MACHINES À FAIRE DU PROFIT !

Un collègue de la préparation à Nutri, une entreprise alimentaire située dans la zone industrielle de Yopougon, a été victime d'un accident de travail récemment. Il s'est brûlé avec une solution très chaude qu'il venait de décharger du feu. Il a été grièvement blessé sur plusieurs parties du corps. Il n'avait visiblement aucune protection adéquate nécessaire pour ce type de poste. Lorsque l'accident est arrivé, la direction s'est contentée de faire les premiers soins sans se soucier du reste, d'autant plus que le travailleur ne bénéficie d'aucune assurance.

Ce type d'accident est monnaie courante dans les zones industrielles car les patrons ne se donnent pas la peine d'équiper correctement les travailleurs en matériel de sécurité. Et en cas d'accident et d'incapacité prolongé de travail, ils n'hésitent pas à se débarrasser du travailleur.

Pour le patron, la seule chose qui importe, c'est le profit. C'est à nous les travailleurs de nous organiser pour exiger des équipements de sécurité adéquats si nous ne voulons pas tous finir estropiés.

Y EN A MARRE DU SYSTÈME JOURNALIER

A Sidis, une entreprise de plastique située à la zone industrielle de Yopougon, les travailleurs sont corvéables selon le bon vouloir du patron : c'est ce que nous appelons le « calage ». Cette règle n'est plus l'exception, puisqu'elle est en train de se généraliser dans toute la zone.

Ainsi, même mini d'un contrat de trois mois, six mois ou onze mois, comme cela se pratique dans cette zone industrielle, le travailleur n'est pas assuré de travailler tous les jours. Nous venons au travail, et selon les besoins du jour en main-d'œuvre, ou tout simplement le bon vouloir du patron, il peut renvoyer un ouvrier à la maison.

Même en travaillant tous les jours, le

salaire est insuffisant. A plus forte raison, dans ce contexte de flambée généralisée des prix. Or voilà que ce salaire de misère doit à chaque fois être amputé d'autant de journée que nous avons été recalés. Quant aux collègues qui habitent loin de la zone industrielle, en cas de calage, ils perdent et la paye du jour, et le coût du transport.

Le patronat aggrave en permanence l'exploitation des travailleurs pour augmenter d'autant son profit. Il a le soutien des gouvernements qui se succèdent au pouvoir et aussi de leur appareil d'Etat. Seule une organisation conséquente des travailleurs peut opposer une force à l'exploitation.

TWFOR : UN ACCIDENT TRAGIQUE DÛ À LA RECHERCHE EFFRÉNÉE DE PROFIT

Un apprenti camionneur se reposait sous le camion après un long voyage. Il a été écrasé, mort sur le coup.

Pour transporter la production de l'usine à travers le pays, quelques fois à l'extérieur, ils prennent la route pendant des

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

heures et parfois des jours. Lorsqu'ils arrivent à destination, ils doivent quelques fois attendre plusieurs jours avant d'être chargé ou déchargé. Pourtant, rien n'est prévu pour leur hébergement. Les primes de voyages, quand elles existent, sont dérisoires. Alors, faute de moyens, chacun se débrouille comme il peut. Beaucoup sont contraints de

dormir sous le camion en stationnement. Du coup, ce genre d'accident est inévitable.

Cette situation restera en l'état tant que nous les travailleurs n'exigerons pas des mesures de sécurité à ces exploiters. Notre vie ne doit pas servir uniquement à produire du profit pour les capitalistes !

LA RETRAITE POUR LES TRAVAILLEURS, C'EST AU MIEUX, UNE MISÈRE !

L'une de nos collègues à CIREPCI, une entreprise de fabrication de biscuits basée à la zone industrielle de Yopougon, est partie à la retraite récemment. Après trente ans de bons et loyaux services le patron lui a remis 1million 200 mille francs en guise de prime de retraite, autant dire une misère. Cette somme représente à tout casser un an de salaire si elle touchait 100 000 F . Ensuite elle devra faire la démarche pour toucher sa petite retraite, et si retraite il y a, ce sera l'équivalent du tiers de son salaire actuel, c'est-à-dire même pas de quoi payer son loyer. Elle va devoir vivre au crochet de ses

enfants s'ils ont une situation stable ou alors rentrer au village pour aller finir sa vie après avoir trimé 30 ans à l'usine. C'est la triste réalité pour les travailleurs. Il ne faut pas oublier les journaliers qui sont de loin les plus nombreux dans les zones industrielles, ou les travailleurs du secteur du bâtiment, qui eux n'ont même pas droit à une retraite. Ils devront travailler tant qu'ils auront la force et tant qu'ils trouveront du travail.

Voici ce que cette société capitaliste réserve aux travailleurs qui pourtant produisent toutes les richesses.

PÉNURIE D'EAU A MICA0 : LES AUTORITÉS ATTENDENT UNE EXPLOSION DE COLÈRE DES HABITANTS AVANT DE FAIRE QUELQUIE CHOSE !

Mica0 est un sous quartier de Yopougon. Il est principalement habité par des travailleurs en raison de sa proximité de la zone industrielle de Yopougon. Ce quartier est en proie depuis plusieurs jours à une grave pénurie d'eau. Les travailleurs, en plus de subir l'exploitation dans leurs usines respectives doivent encore supporter la corvée d'eau. C'est un parcours du combattant. Il faut se réveiller la nuit et aller parfois à plusieurs kilomètres avec des bidons de 25L et faire de longues queues pour espérer avoir le précieux liquide.

Il arrive parfois que les autorités envoient un petit camion-citerne, histoire de montrer qu'ils font quelque chose. Mais c'est comme une goutte d'eau dans la mer vu le nombre

d'habitants. La répartition d'eau finit la plupart du temps en bagarre, du fait qu'il n'y en a pas assez pour tout le monde.

Le plus choquant dans cette affaire, c'est qu'à proximité du quartier se trouve plusieurs stations de pompage d'eau ainsi qu'une usine de traitement. Récemment, certains habitants excédés par cette situation se sont rendus devant cette usine pour exiger d'être servis en eau. Face à la pression, les responsables étaient bien obligés de s'exécuter.

La grogne est palpable dans tout le quartier. Mais face à ces autorités complètement méprisantes vis-à-vis des populations pauvres, il faudra plus que la grogne pour se faire entendre.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

À LA PLACE DE LA BAGUETTE DE PAIN, C'EST DU VENT QU'ON NOUS VEND !

En début du mois de février, le prix de la farine boulangère a connu une nouvelle augmentation. Le sac de 50 kg est passé de 22 500 F à 27.000 F. En réaction, les boulangers ont fait une grève qui a duré 2 jours.

Les 1ers jours de février 2023, certaines boulangeries ont appliqué des augmentations au prix du pain. Là où les prix étaient inchangés, c'est la taille de la baguette qui a diminué. Cela a désagréablement surpris de nombreux acheteurs.

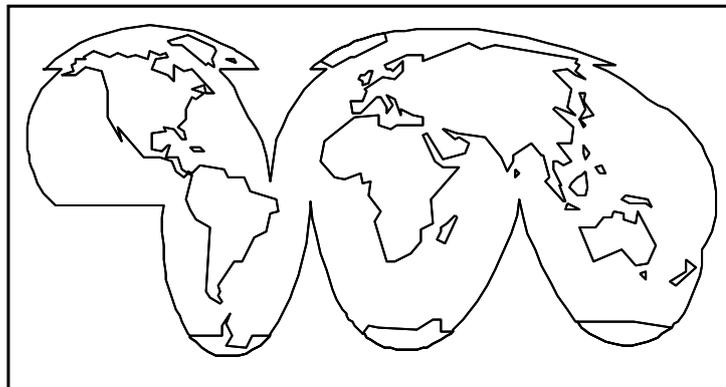
Pour désamorcer le mouvement d'humeur des boulangers, l'État est entré en pourparler avec eux. Il faut dire que la baguette aujourd'hui en Côte d'Ivoire est autant consommée que l'attiéké. Pour éviter que le mécontentement des boulangers se transmette aux consommateurs, l'État a mis en place un fonds de garantie doté d'une

enveloppe de deux milliards de F cfa pour le secteur de la boulangerie. C'est ce qui est sortie de la discussion entre représentants du gouvernement et ceux de la Boulangerie, du 20 au 22 février 2023 à Yamoussoukro.

Au mois de mars de l'année dernière, l'État avait accordé, en plus de l'exonération des droits de douane sur l'importation de blé, une subvention mensuelle de 6,6 milliards aux industriels de la transformation du blé et aux grossistes pour soi-disant empêcher la flambée du prix de la farine. Mais malgré cela, les prix ont augmenté et au final ce sont toujours les petites gens à faible revenu qui sont grugés.

C'est une raison de plus que les travailleurs fassent aussi entendre leur voix, en exigeant des augmentations de salaire conséquentes pour faire face à la cherté de la vie. Il n'y a pas de raison que tout augmente sauf les salaires !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LA TOURNÉE AFRICAINE DE MACRON : TOUT UN SYMBOLE !
--

Macron a répété plusieurs fois que « *l'âge de la Françafrique est révolue* », qu' « *il n'y a plus de pré carré de France* », mais le premier chef d'État africain à qui il a rendu visite lors du voyage qu'il vient d'effectuer du 1^{er} au 4 mars sur le continent africain est Ali Bongo, président du Gabon, le symbole vivant et le plus pur produit de la Françafrique. C'est le fils d'Omar Bongo, intronisé en 1967 à la tête du pays (après la mort du premier président Léon Mba) par Jacques Foccart, le « *Monsieur Afrique* » du général de Gaulle. Il a été mis à la tête de cette ancienne colonie et protégé militairement par la France jusqu'à sa mort en 2009 car la bourgeoisie française avait besoin de garder la main sur les principales

ressources naturelles stratégiques de ce pays : pétrole, uranium et manganèse. Cela reste vrai jusqu'à nos jours, la France y dispose toujours d'une base militaire permanente. L'actuel président du Gabon n'aurait pu succéder à son père sans le soutien de Paris.

Par cette visite à Bongo puis à Sassou-Nguesso au Congo, Macron a réaffirmé à ces deux valets de l'impérialisme français, qu'ils pouvaient toujours compter sur son soutien en échange de leur soumission aux intérêts de l'impérialisme français. On peut appeler ça « *Françafrique* », « *pré carré* » ou autrement, c'est le fond qui compte le plus, et il n'est pas du tout révolu !

Nous reproduisons ci-dessous l'éditorial du journal de nos camarades *Lutte Ouvrière* daté du 03 Mars 2023. Ce journal est édité en France à l'attention des travailleurs de ce pays. Il est consultable sur le site internet de *Lutte Ouvrière*.

REFUSONS DE MARCHER DANS LES GUERRES DE BIDEN, MACRON ET POUTINE !
--

Depuis un an, les images d'une terrible tragédie nous viennent d'Ukraine : villes bombardées et détruites, familles vivant dans des caves ou au milieu de ruines, soldats se terrant dans des tranchées boueuses... Cette barbarie est d'autant plus frappante qu'elle a lieu tout près, sur le sol européen.

Mais en fait la guerre n'est pas une réalité nouvelle pour bien des travailleurs originaires d'Afrique, du Moyen-Orient ou de l'ex-Yougoslavie, que nous côtoyons quotidiennement sur les chaînes de montage automobile, sur les chantiers du bâtiment, dans les hôpitaux ou dans les bureaux. Beaucoup ont déjà connu les mêmes souffrances et ont été contraints de fuir leur pays ravagé par des conflits tout aussi

meurtriers.

Si les populations des pays occidentaux ont été jusque-là épargnées par de telles horreurs, leurs gouvernements n'ont jamais cessé de répandre la guerre aux quatre coins du monde. Au sein du système impérialiste, toutes les bourgeoisies et leurs États se livrent à une lutte incessante pour le profit, pour les marchés, le contrôle des matières premières et des zones d'influence. Les plus puissants font régner leur loi, écrasant les plus faibles. Cette guerre économique engendre et entretient en permanence des conflits qui font des centaines de milliers de morts. Dans le monde impérialiste, la paix n'est, au mieux, qu'une trêve entre deux guerres.

Depuis un an, on nous abreuve de mensonges présentant Biden, les dirigeants occidentaux et ukrainiens comme des défenseurs de la liberté et de la démocratie. Poutine est assurément un dictateur représentant exclusivement les intérêts de la minorité de bureaucrates et de riches affairistes qui tirent leur fortune de l'exploitation des travailleurs et du pillage des richesses du pays.

Mais, face à lui, Biden ne défend pas la liberté ! Envahir un pays et renverser son gouvernement, les États-Unis eux-mêmes l'ont fait ou ont tenté de le faire plus d'une fois, à la Grenade, à Panama, à Cuba, ou plus récemment en Irak ou en Afghanistan.

Les dirigeants occidentaux prétendent défendre l'indépendance de l'Ukraine, mais eux-mêmes ont tenté d'intégrer les États issus de l'éclatement de l'Union soviétique dans leur sphère d'influence, y compris en les faisant adhérer à l'OTAN. Pour s'y opposer, Poutine a envahi l'Ukraine, témoignant d'un total mépris pour les populations ukrainiennes qu'il écrase sous les bombes et pour la jeunesse de son pays utilisée comme chair à canon. Mais l'impérialisme et sa politique agressive portent une responsabilité écrasante dans l'évolution qui a conduit à cette guerre.

Quoi qu'ils en disent, les gouvernements des grandes puissances occidentales sont engagés dans une guerre contre la Russie. Pour le moment, ils se limitent à fournir du matériel de guerre et laissent les Ukrainiens combattre et mourir. Mais la guerre a sa propre logique et rien ne peut exclure un engrenage conduisant à un

élargissement du conflit. D'autant que le camp impérialiste, États-Unis en tête, se montre de plus en plus belliciste à l'égard de la Chine, devenue trop puissante aux yeux des représentants de la bourgeoisie américaine.

Au sein du camp occidental lui-même se mène une autre guerre, cantonnée au seul terrain économique, entre les États-Unis et leurs alliés européens. Devant se passer de gaz russe, l'Europe est contrainte de payer son énergie bien plus chère que les capitalistes américains. Les fabricants d'armes américains réalisent des ventes record en évinçant leurs concurrents européens.

Pour profiter des subventions annoncées il y a quelques mois par Biden, des industries européennes menacent de se déplacer sur le territoire américain. La guerre en Ukraine est décidément une excellente affaire pour les capitalistes américains !

Aujourd'hui, en France, les travailleurs doivent s'opposer aux attaques contre les retraites. Ils doivent défendre leurs salaires laminés par l'inflation. Il nous faut dès aujourd'hui être capable de défendre nos conditions de vie face à la cupidité de la bourgeoisie, mais celle-ci nous menace de catastrophes bien pires encore. Les mêmes qui nous exploitent aujourd'hui nous enverront demain mourir sur un champ de bataille.

« *Paix entre nous, guerre aux tyrans* », proclame l'Internationale, le chant de lutte des travailleurs. Et les tyrans qu'il faudra renverser, ce sont les capitalistes, leurs dirigeants politiques et leurs états-majors.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.